

Questions orales

reconnaître que lorsqu'il s'agit de savoir ce qui se passe vraiment au Canada, le gouvernement et lui-même refusent de voir la terrible réalité découlant de la politique conservatrice?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable collègue sait pertinemment que la déclaration qu'il vient de citer a été prise hors contexte, comme le ministre du Commerce extérieur lui a expliqué, dans cette enceinte, la semaine dernière. Cet échange a eu lieu la semaine dernière et le ministre du Commerce extérieur a parfaitement expliqué alors sa déclaration.

Dans le cadre de son explication, le ministre a parlé de la réforme fiscale qui avait permis à quelque 850 000 Canadiens à faible revenu, notamment 250 000 personnes âgées, de ne plus payer d'impôt. Il s'est reporté également au crédit d'impôt au titre de la taxe sur les produits et services, en vertu duquel, en 1991, il versera 2,4 milliards de dollars à 8,6 millions de contribuables à revenu faible ou moyen. Il a ajouté qu'il avait augmenté d'à peu près 50 p. 100 le crédit d'impôt pour enfants depuis 1986 et il a signalé d'autres réalisations du gouvernement, afin de préciser le contexte dans lequel sa déclaration avait été faite.

Selon moi, si mon collègue examine la déclaration de façon objective, il en arrivera à la conclusion que, comme d'habitude, le ministre du Commerce extérieur a fort bien parlé, en toute franchise, au nom du Canada.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le premier ministre est peut-être tellement occupé à faire du lobbying aux Nations Unies qu'il n'a pas remarqué que la semaine dernière, je n'ai posé au ministre du Commerce extérieur aucune question sur ce sujet ou tout autre sujet. Il oublie, semble-t-il, qu'il y a encore trois millions de Canadiens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Peut-il nous expliquer cela?

Je voudrais poser au ministre des Finances la question suivante: Aujourd'hui, le ministère des Finances a signalé que le déficit pour la période allant d'avril à août est près de deux fois supérieur à ce qu'il était au cours de la même période l'année dernière, et il a expliqué que cela découlait des pertes reliées à la mise en oeuvre de la TPS et aux répercussions de la récession sur les assiettes fiscales.

• (1430)

Le ministre des Finances va-t-il reconnaître aujourd'hui que ses prévisions sur le déficit et l'économie étaient fausses et que la récession est beaucoup plus sévère que ce qu'on avait prévu? Va-t-il reconnaître que c'est la politique de son gouvernement qui est la cause des problèmes en question?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que l'un des événements les plus importants de la journée d'aujourd'hui, c'est que la Banque de Montréal a annoncé que son taux préférentiel s'établirait à 8,5 p. 100, le plus bas niveau depuis 14 ans.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Nous avons déclaré en février dernier qu'en suivant la voie prévue dans le budget de février 1991, nous parviendrions à faire baisser l'inflation et les taux d'intérêt, et tout cela a déjà commencé.

En réponse à l'autre partie de sa question, je tiens simplement à rappeler au député que le nombre de Canadiens à faible revenu a baissé de plus d'un million depuis notre arrivée au pouvoir.

Le revenu familial moyen réel a augmenté de plus de 2 p. 100 par année depuis cette date. Il est vrai qu'au cours de la première moitié de cette année financière, le déficit a été plus élevé que la normale. Nous nous y attendions. Nous l'avions prévu dans le budget à la suite du ralentissement de l'économie et des coûts, reliés à la période de transition, mais cette période est maintenant terminée et la relance économique commence vraiment à se faire sentir.

* * *

LES SYNDICATS

M. Jerry Pickard (Essex-Kent): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

La semaine dernière, le Congrès du travail du Canada a refusé de participer au processus de consultation concernant le plan de prospérité du gouvernement. Étant donné que le rapport Porter faisait observer qu'il faudrait traiter les syndicats comme des partenaires et non comme des adversaires, pourquoi le gouvernement ne reconnaît-il pas l'importance de la participation des syndicats dans le plan de prospérité?

Le premier ministre exposera-t-il une ligne de conduite qu'il entend suivre pour montrer que les syndicats seront assurés d'un partenariat dans ce processus?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, comme vous le savez, les syndicats ont été invités à faire partie du groupe directeur et à le coprésider. Ils ont dit ne pas vouloir occuper un des postes de coprésidence, mais qu'ils participeront au processus lors des consultations communautaires et sectorielles.

M. Jerry Pickard (Essex-Kent): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le ministre est bien conscient de la nécessité d'une collaboration. Cependant, le mouvement syndical